

À: Commissaire européenne en charge de l'énergie  
Commissaire européenne en charge des partenariats internationaux



Bruxelles, le 8 juillet 2020

**Objet: Le rapport de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom au sujet de la sécurité d'approvisionnement en combustible nucléaire**

Chère commissaire Kadri Simson,

Chère commissaire Jutta Urpilainen,

Nous vous contactons au sujet du dernier rapport publié le 5 mai 2020 par l'Agence d'approvisionnement d'Euratom au sujet de la sécurité d'approvisionnement en combustible nucléaire<sup>1</sup>. Ce rapport identifie les menaces et les restrictions qui pourraient potentiellement compromettre "la disponibilité du combustible nucléaire et la fourniture d'électricité à des prix abordables pour tous les consommateurs de l'UE". Il identifie trois principales menaces: le manque d'investissement dans les installations de reconversion, la dépendance excessive à l'égard d'une source unique d'approvisionnement et le manque d'harmonisation des autorisations de transport. Cependant, ce rapport néglige de soulever des principes clés: les principes de radioprotection, le respect des droits des peuples autochtones, des relations de partenariat de confiance et la cohérence des politiques pour le développement de l'Union européenne.

Le rapport mentionne le besoin de maintenir un niveau de stocks stratégique appropriés, mais il néglige le fait que la prospection de l'uranium doit se faire en respectant les objectifs environnementaux. Un exemple récent et interpellant est l'accord entre le Kazakhstan et Orano qui autorise de raser une forêt protégée pour exploiter un nouveau gisement d'uranium. 366 hectares de saxaoul seront coupés, alors qu'il est interdit depuis 2015 de couper cette plante menacée et essentielle dans les déserts kazakhs. En fixant les dunes de sable, le saxaoul permet d'éviter l'érosion et surtout des tempêtes de sable, deux problèmes de plus en plus pressants dans cette partie désertique d'Asie centrale. En outre, Orano utilisera la technique d'extraction par lixiviation in situ, une technique qui libère des quantités considérables de gaz radioactif (radon) et produit de grandes quantités de boues et d'effluents contaminés. Cette technique présente un risque de contamination des eaux souterraines et des nappes phréatiques, et ce de manière irréversible<sup>2</sup>.

**Quelle a été l'implication de la Commission européenne dans le décret<sup>3</sup> autorisant la licence minière d'Orano d'extraction sur cette zone protégée pour éviter que cette licence n'impacte pas des objectifs environnementaux et sociaux? Comment la Commission européenne envisage-t-elle d'assurer une cohérence entre la stratégie pour la biodiversité 2030 et les exploitation d'uranium?**

---

<sup>1</sup> [https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/5fad2d20-8fa2-11ea-812f-01aa75ed71a1/language-en?WT.mc\\_id=Searchresult&WT.ria\\_c=37085&WT.ria\\_f=3608&WT.ria\\_ev=search](https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/5fad2d20-8fa2-11ea-812f-01aa75ed71a1/language-en?WT.mc_id=Searchresult&WT.ria_c=37085&WT.ria_f=3608&WT.ria_ev=search)

<sup>2</sup> <https://blogs.umass.edu/natsci397a-eross/contamination-risks-associated-with-in-situ-recovery-mining-for-uranium/>

<sup>3</sup> <http://adilet.zan.kz/rus/docs/P1900000556?fbclid=IwAR2ZJ7gOR1rHh541SOgSfdZ06PY6XYDHx1nNKp0Vo9UCBXuD0AMtgDAuLYI#z5>

Un autre exemple est le Niger, où deux filiales d'Areva, la Somaïr et la Cominak exploitent depuis plus de trente ans des mines d'uranium à Arlit et Akokan. Toute une série de problèmes sont soulevés depuis des années par les associations<sup>4</sup>: les ferrailles et plastiques contaminés sont en vente sur les marchés locaux; les stériles radioactifs se dispersent et l'exploitation de l'uranium consomme une énorme quantité d'eau ( 270 millions de m<sup>3</sup> depuis que les mines existent) et la pollue (dans le cas d'Arilit et Akokan, certains des puits utilisés ont une contamination en uranium 10 fois supérieure aux normes de l'Organisation Mondiale de la Santé).

**Quelles sont les initiatives prises par l'Union européenne pour assurer que des études scientifiques et épidémiologiques sérieuses, indépendantes et transparentes puissent être menées tant sur les salariés des sociétés extractives situées à Arlit et Akokan que sur la population environnante vivant dans ces cités minières, que les pathologies liées aux activités minières puissent réellement être prises en charge et que les sites exploités puissent être effectivement décontaminés? Comment les mesures de radioprotection sont-elles appliquées dans les pays qui fournissent de l'uranium aux États membres ? Comment l'Union européenne assure la cohérence des politiques pour le développement entre d'un côté l'instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire qui finance notamment des mesures d'assainissement d'anciennes mines d'uranium et de l'autre côté la présence d'industries extractives européennes dans les pays du sud?**

Le rapport omet également de signaler les atteintes causées aux peuples autochtones dans de nombreux pays. En Namibie, la tribu indigène des Topnaar-Nama est affectée par la mine de Rössing qui assèche les terres agricoles et les terrains de chasse de ses membres. De plus, ils sont exposés à des niveaux de radiation toujours plus élevés en raison de la poussière radioactive<sup>5</sup>. Au Niger, la pollution de la mine d'Arilit a fait fuir la faune sauvage et détruit une zone habitée par des nomades Touaregs. En Inde, les Adivasis n'ont pas été informés de la nature du minerai qui serait extrait, ni de ses risques. Beaucoup travaillent dans les mines sans aucune protection et les boues de décantation se déversent dans les rivières où les gens se baignent et lavent leurs aliments<sup>6</sup>.

**Alors que ce rapport de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom pousse à l'exploitation d'uranium, quelle est la stratégie de la Commission européenne pour assurer le respect des droits autochtones dans ce contexte? Quelles sont les garanties mises en place pour assurer les droits à un environnement sain, à un niveau de vie suffisant, à la santé et au droit des peuples à disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles ?**

Enfin, en ce qui concerne le transport, ce rapport recommande une harmonisation des règles, la simplification des procédures et la réduction des charges administratives. Nous nous opposons à de tels avis. Il faut limiter au maximum et sécuriser les convois nucléaires sur nos routes et voies ferrées. Les transports doivent éviter de transiter via des zones densément peuplées et doivent se pratiquer dans la transparence absolue. L'harmonisation risquerait

---

<sup>4</sup> [https://www.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/criirad-chareyronb-2008-areva\\_du\\_discours\\_a\\_la\\_realite-exemple\\_des\\_mines\\_d\\_uranium\\_du\\_niger.pdf](https://www.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/criirad-chareyronb-2008-areva_du_discours_a_la_realite-exemple_des_mines_d_uranium_du_niger.pdf)

<sup>5</sup> <https://unpo.org/article/9336>

<sup>6</sup> <https://www.dianuke.org/a-nightmare-called-jaduguda/>

d'avoir des transits via des pays qui ont fait le choix de sortir du nucléaire. Une telle imposition ne peut pas être admise.

Nous vous remercions de votre attention,

Michèle Rivasi

David Cormand

François Alfonsi

Benoit Biteau

Damien Carême

Gwendoline Delbos-Corfield

Karima Delli

Claude Gruffat

Yannick Jadot

Caroline Roose

Mounir Satouri

Marie Toussaint

Salima Yenbou

Grace O'Sullivan

Anna Cavazzini

Alice Bah Kuhnke

Pär Holmgren

Jakop Dalunde

Philippe Lamberts

Saskia Bricmont

Francisco Guerreiro

Tilly Metz

Heidi Hautala